



# Plan Climat Air Énergie Territorial

## Évaluation environnementale stratégique

### Résumé non technique



BL  
*évolution*

ETIK-PRESSE

SDESM  
*Notre énergie au service de la vie*

# SOMMAIRE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE	PAGE 3
CONTEXTE TERRITORIAL	PAGE 5
RAPPELS DU DIAGNOSTIC	PAGE 6
L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	PAGE 8
SCÉNARIOS ET JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS	PAGE 17
ÉTUDE DES INCIDENCES DU PLAN D' ACTIONS	PAGE 22
ÉTUDE DES INCIDENCES NATURA 2000	PAGE 40

# 1. Présentation générale

## Le PCAET :

Défini par le code de l'environnement et obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, ce plan est la déclinaison locale de la stratégie nationale bas carbone (SNBC). Il fixe les objectifs stratégiques et le programme d'actions à mettre en œuvre pour permettre notamment l'amélioration du bilan énergétique du territoire, le développement de la production d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et l'adaptation des activités humaines au changement climatique.

Le PCAET doit être compatible avec :

- Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) ;

et il doit prendre en compte :

- Le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;
- Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux (PLU) ;
- La Stratégie Nationale Bas Carbone.

Il est soumis à une évaluation environnementale stratégique (EES) dont le contenu, synthétisé dans ce résumé non-technique, est détaillé par l'article R122-20 du code de l'environnement.

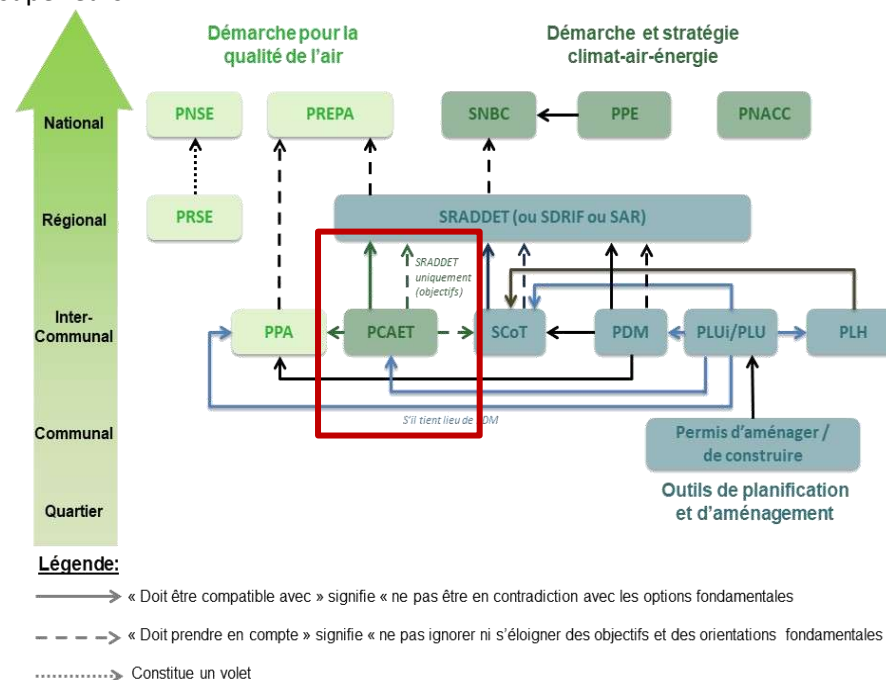
Les PCAET s'imposent désormais comme des « *projets territoriaux de développement durable* », qui ont vocation à « *poser le cadre dans lequel s'inscrira l'ensemble des actions air-énergie-climat que la collectivité mènera sur son territoire* ». Il s'agit de mobiliser les collectivités et de construire des stratégies d'action en faveur de la transition énergétique et en cohérence avec les objectifs nationaux et supranationaux en matière de lutte contre le changement climatique.

Le PCAET est un outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire. Il comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation. Il a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux du territoire.

## L'évaluation environnementale :

L'évaluation environnementale stratégique est un outil qui accompagne l'élaboration du PCAET et qui a pour ambition de justifier et de guider les décisions au regard des enjeux environnementaux propres au territoire : « *L'évaluation environnementale d'un PCAET a pour intérêt de démontrer que les actions prévues permettent d'atteindre les objectifs assignés au territoire et de vérifier qu'elles prennent en compte les enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'énergie et à sa production, ceux liés à la qualité de l'air et ceux conditionnés par le changement climatique (notamment les risques naturels et les enjeux liés à l'eau), mais aussi les interactions de ces enjeux entre eux et avec les autres enjeux du territoire, tels que la protection ou la valorisation du patrimoine bâti et naturel et des paysages associés, la préservation de la biodiversité et la limitation de la pollution des sols et du bruit* » cite l'autorité environnementale nationale.

Elle doit permettre de s'assurer de la compatibilité du PCAET avec les documents de rang supérieurs :



## Contexte global : l'urgence d'agir

Le **changement climatique** auquel nous sommes confrontés et les stratégies d'adaptation ou d'atténuation que nous aurons à déployer au cours du XXI<sup>e</sup> siècle ont et auront des **répercussions majeures sur les plans politiques, économiques, sociaux et environnementaux**. En effet, l'humain et ses activités (produire, se nourrir, se chauffer, se déplacer...) engendrent une accumulation de Gaz à Effet de Serre (GES) dans l'atmosphère amplifiant l'effet de serre naturel, qui, jusqu'à présent, maintenait une température moyenne à la surface de la terre compatible avec le vivant (sociétés humaines comprises).

Depuis environ un siècle et demi, la **concentration de gaz à effet de serre** dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter au point que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient des **hausse de températures** sans précédent. Ces hausses de températures pourraient avoir des conséquences dramatiques sur nos sociétés (ex : acidification de l'océan, hausse du niveau des mers et des océans, modification du régime des précipitations, déplacements massifs de populations animales et humaines, émergence de maladies, multiplication des catastrophes naturelles...).

Le résumé du **cinquième rapport du GIEC** confirme l'urgence d'agir en qualifiant « d'extrêmement probable » (probabilité supérieure à 95 %) le fait que l'augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle soit due à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrée par l'Homme. Le rapport Stern a estimé que l'impact économique de l'inaction (entre 5-20 % du PIB mondial) a un coût plus élevé que celui de la lutte contre le changement climatique (environ 1 %).

La priorité pour nos sociétés est de **mieux comprendre les risques** liés au changement climatique d'origine humaine, de **cerner plus précisément les conséquences** possibles, de **mettre en place des politiques appropriées**, des outils d'incitations, des technologies et des méthodes nécessaires à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

### La méthode :

Les EPCI à fiscalité propre traduisent alors les orientations régionales sur leur territoire par la définition de Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) basés sur 5 axes forts :

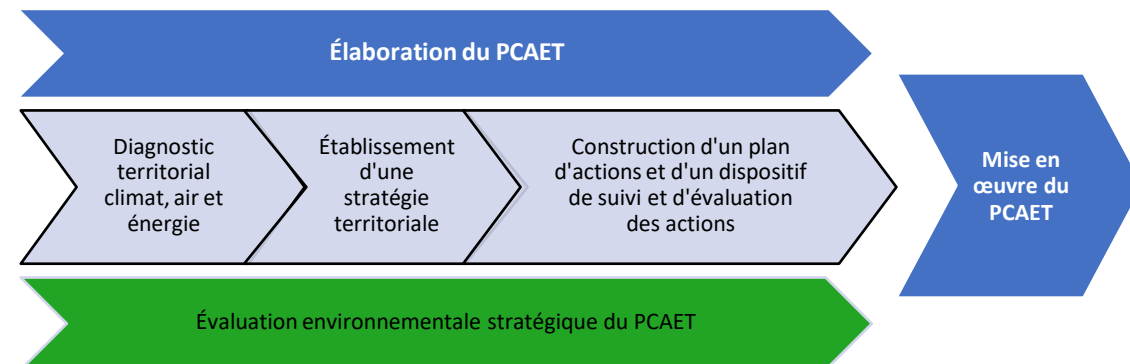
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- L'adaptation au changement climatique,
- La sobriété énergétique,
- La qualité de l'air,
- Le développement des énergies renouvelables.

Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans

L'évaluation environnementale stratégique permet d'anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application du PCAET, pour adapter ce dernier tout au long de son élaboration. Le rapport généré par l'EES présente ainsi les mesures prévues pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives notables que l'application du PCAET peut entraîner sur l'environnement.

Elle s'appuie sur des ressources variées :

- **Une revue des documents du territoire** : SRCAE Région IDF, le Porter à connaissance...
- Les **données** récoltées et utilisées dans ce rapport sont le plus souvent issues d'établissements publics dont les sources sont détaillées au fur et à mesure de ce rapport telles que l'INSEE, le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques), l'IGN, l'INPN, etc.
- Les Base de Données (BD) utilisées sont des inventaires les plus récents et les plus exhaustifs possibles.





# 2. Contexte territorial



La Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie est une intercommunalité de 495,20 km<sup>2</sup> située au nord du département de Seine-et-Marne (77), en région Ile-de-France. Ses 54 communes rassemblent une population totale de 92 977 habitants en 2017, ramenant la densité à 188 hab/km<sup>2</sup>.

Cette collectivité a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2020 après plusieurs fusions :

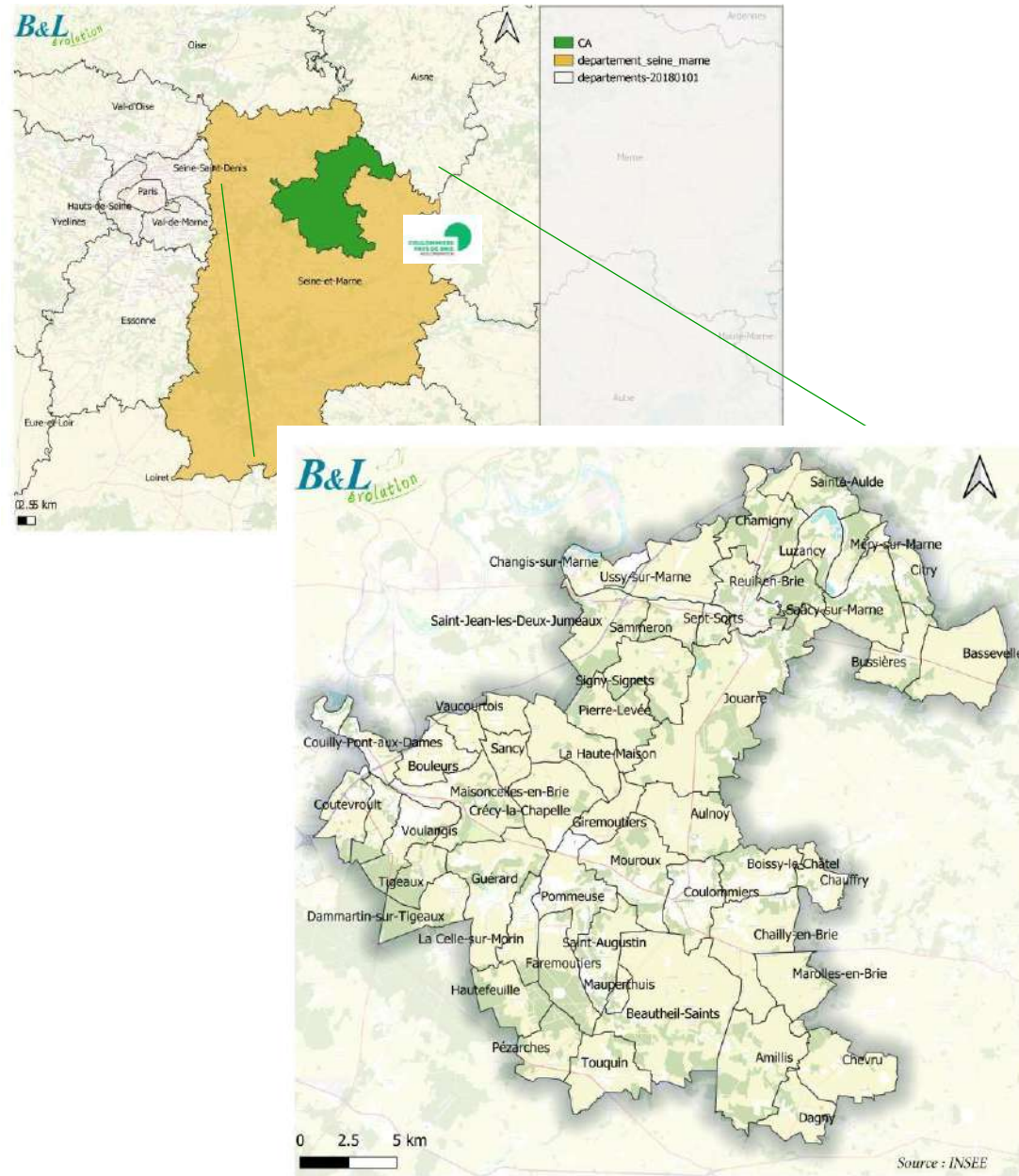
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Communauté de communes du Pays de Coulommiers fusionne avec la Communauté de communes du Pays Fertois pour devenir la CA Coulommiers Pays de Brie.
- Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, plusieurs communes de la Communauté de communes du Pays de Créçois fusionnent avec la CACPB. Le nom de l'intercommunalité est resté le même après cette fusion.

Le territoire de l'agglomération se situe à quelques dizaines de kilomètres de Paris et non loin du pôle d'emplois de Marne-la-Vallée, une aubaine pour son dynamisme, qu'elle ne manque pas de citer dans ses atouts.

Par ailleurs, la personnalité du territoire de l'intercommunalité se fonde sur la forte influence de son héritage agricole et de son patrimoine religieux. Par conséquent, on notera la volonté de mise en valeur des fromages de Brie et de son patrimoine architectural.

Plus particulièrement, le territoire dispose d'un grand panel d'offres touristiques dédiées aux activités en pleine nature. Une richesse de propositions quant aux randonnées « à pied », « en vélo » ou « sur l'eau » qui laissent entrevoir les multiples fondements d'un riche environnement naturel. La valorisation écologique et paysagère, notamment par l'existence du projet de PNR Brie et Deux Morin, est mise en exergue dans les ambitions de la collectivité.

Source : Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie



# 3. Rappels du diagnostic

## Le diagnostic territorial de la CACPB

### Consommation d'énergie finale



- Une consommation annuelle de **1 600 GWh** dont 62 % d'énergies fossiles. Cela correspond à 17 MWh par habitant contre 16 MWh pour le département et 20 MWh pour la région Île-de-France.



- Dans un scénario de laisser faire, la consommation augmenterait d'environ 1 % par an alors que les objectifs nationaux et régionaux impliquent une baisse de 5 % par an.



- Un potentiel d'économie d'énergie de l'ordre de **545 GWh** mais qui ne dépend pas seulement de l'EPCI.

### Énergies renouvelables



- Une injection de **biométhane** sur le réseau de gaz de **45 GWh** à partir de 3 sites à la ferme.



- Un **réseau de chaleur** alimenté principalement par la **géothermie**



- Une présence très faible du **solaire** et de pompes à chaleur (géothermie très basse énergie)



- Des ressources renouvelables riches et variées : biomasse, éolien, solaire, petit hydraulique ...

### Distribution et transport d'énergie



- Un accès privilégié aux réseaux de transport d'électricité et de gaz facilitant l'intégration d'une production renouvelable mais de nombreuses communes non desservies par le réseau de gaz



- Des réseaux de distribution en cours de modernisation mais sans travaux majeurs



- **Un réseau de chaleur à Coulommiers** mais un potentiel assez faible en termes de production et de récupération de chaleur fatale

### Émissions de gaz à effet de serre (GES)



- **347 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> émises par an** (hors production d'énergie)



- **3,8TCO<sub>2</sub>e par habitant et par an**, soit l'équivalent de 15.000 km en voiture par personne



- **Presque la moitié des émissions proviennent des transports routiers.**

Source : diagnostic territorial

## Qualité de l'air



- Une qualité de l'air globalement bonne



- L'agriculture est le premier secteur émetteur d'ammoniac et de particules fines (PM<sub>10</sub>).



- Le secteur résidentiel est le 1<sup>er</sup> secteur émetteur de dioxyde de soufre et le 2<sup>ème</sup> secteur émetteur de particules fines.



- Les transports sont le 1<sup>er</sup> secteur émetteur de Nox.

## Séquestration du carbone



- Un territoire composé majoritairement de **surfaces agricoles**. Par rapport au reste du département de Seine-et-Marne et à la moyenne nationale, c'est un territoire **relativement peu artificialisé**.



- **4,5 millions de tonnes de carbone sont stockées sur le territoire**. Les deux tiers de ce stock se trouvent dans les sols et un tiers dans la végétation.



- **66 000 tonnes de CO<sub>2</sub> sont séquestrées par an** grâce à une exploitation durable des surfaces forestières existantes.



- Le potentiel de séquestration géologique est limité.

## Vulnérabilité climatique



- **3.43°C en plus en moyenne et 98 jours de vague de chaleur par an** à la fin du siècle en cas d'inaction.



- **Des hivers plus pluvieux et des été plus secs** entraînant un risque accru d'inondation et de sécheresse



- **Une modification significative du climat qui touche tous les secteurs de la société**



- La présence de **cours d'eau importants** engendre de **forts risques de crues** et impose le classement de nombreux espaces en zones inondables.

# 4. L'état initial de l'environnement

## L'état initial de l'environnement

Réalisé dès le début de la procédure d'élaboration du PCAET, en parallèle de son propre diagnostic, l'état initial de l'environnement a pour objectif de passer en revue l'ensemble des thématiques environnementales ou associées (paysages, santé...), afin d'identifier en amont leurs possibles interactions avec le futur plan.

Chacun de ces sujets a été succinctement décrit, en détaillant d'une part les documents cadres qui définissent les orientations à suivre aux échelles de territoire supérieures, et d'autre part les enjeux propres aux communes de l'EPCI. Les liens transversaux entre thématiques ont également été mis en évidence, en particulier leurs effets sur le changement climatique et inversement.

Une synthèse par thématique annonce :

- Les enjeux de l'atténuation du changement climatique pour ce sujet environnemental, justifiant l'urgence et l'importance de mettre en œuvre des actions stratégiques en ce sens ;
- Les effets possibles, directs ou indirects, des mesures d'adaptation du PCAET.

Ces synthèses servent à guider l'élaboration des objectifs et du plan d'actions, en soulignant dès le départ des leviers permettant de répondre à la fois aux enjeux climatiques et à d'autres priorités environnementales tout en attirant l'attention sur les mesures qui, à l'inverse, pourraient avoir des effets collatéraux négatifs sur d'autres aspects de l'environnement.

Trois volets sont traités au sein de l'état initial :

- Le volet physique et paysager : Ce volet étudie l'ensemble des caractéristiques physiques du territoire, du relief au réseau hydrographique en passant par la géologie ou le climat ainsi que les grands paysages et leurs vulnérabilités sur le territoire ;
- Le volet naturel : Ce volet traite de la biodiversité du territoire et de ses enjeux en travaillant notamment sur la cohérence des écosystèmes. Dans un dernier temps, il met en avant les zones protégées qui sont présentes sur le territoire ;
- Le volet humain : Ce dernier va permettre d'analyser toutes les thématiques environnementales liées à l'Homme, son exposition aux problématiques du territoire et les vulnérabilités issues des différentes activités.

Sources : BD Alti

## 1. Le contexte physique

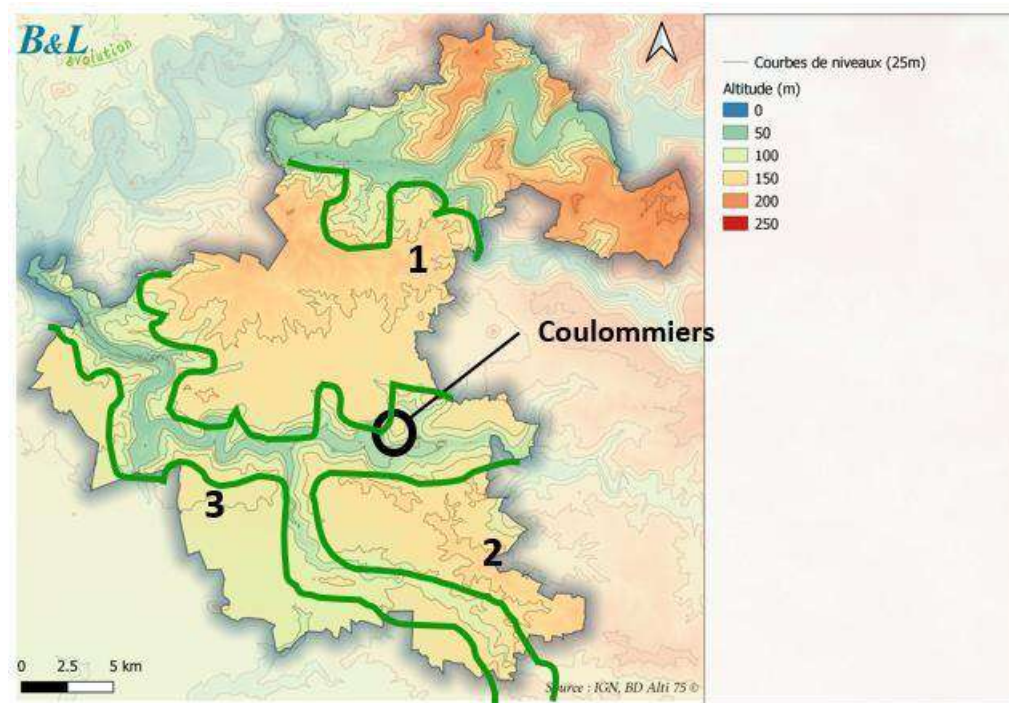
### Le relief :

Le relief de l'intercommunalité, aux caractéristiques de plaine, particulièrement plat, gravite autour de 50 à 200 m d'altitude portant une légère tendance d'élévation vers le nord dont les altitudes dépassent tout juste 200 m.

Trois plateaux peuvent être définis : le plateau central délimité par le Grand Morin et la Marne (1) et deux plateaux au sud du Grand Morin séparés par l'Aubetin (2 à l'est de l'Aubetin et 3 à l'ouest de l'Aubetin).

Entre les plateaux, les cours d'eau façonnent les vallées. La présence de collines éparses (ou buttes) dues à la nature géologique est également à souligner.

### Carte du relief de Coulommiers Pays de Brie





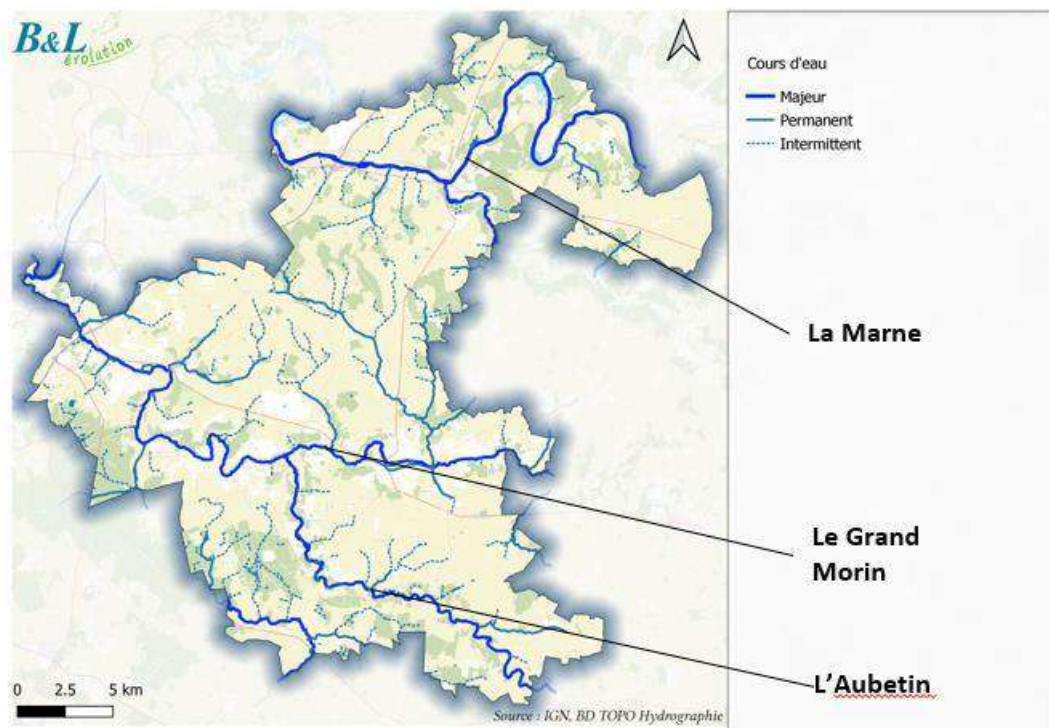
### Un sous-sol sédimentaire :

Le territoire se situe sur le grand ensemble du bassin parisien. Un bassin sédimentaire en forme d'amphithéâtre, incliné en direction du nord-est au sein duquel se sont accumulées, les unes sur les autres, une succession de couches sédimentaires tout au long de son histoire. Les différentes dynamiques d'érosion, notamment par le travail de l'eau qui a lessivé les premières couches, laissent apercevoir des couches plus anciennes qui témoignent de cette évolution. Cette origine sédimentaire donne aux sols des vertus de fertilité notables.

### Le réseau hydrographique :

Le territoire est marqué par la présence d'un réseau hydrographique fourni et étalé, ce qui est caractéristique des reliefs en plateau. Là où les pentes fortes impliquent des cours d'eau nettement plus rectilignes, les réseaux hydrographiques de plateaux sont plus étalés et forment des méandres.

#### **Carte du réseau hydrographique**



Source : BD Carthage/météo France

Ces trois principales rivières sont alimentées d'un réseau relativement dense de plus petits cours d'eau. Le plateau au sud-est de la Communauté d'agglomération semble cependant concerné par une densité du réseau moins importante. La Marne est la rivière principale de l'intercommunalité. Elle est rejointe par le Grand Morin en aval de la Communauté d'agglomération, qui lui-même possède l'Aubetin comme affluent.

On notera l'importante présence de milieux accueillant des eaux de surfaces tels que des mares et des étangs, ayant de très forts potentiels écologiques pour les amphibiens ou encore les oiseaux migrateurs. On distingue au nord des bassins de taille importante. Ce sont des bassins artificiels sur la commune de Sainte-Aulde, créés dans le cadre d'un réaménagement de site de carrière.

L'analyse des débits des cours d'eau du territoire montre une tendance commune avec des périodes de fortes eaux en hiver et au printemps et une période d'étiage pouvant être sévère au cours des mois d'été. Un phénomène qui pourrait se renforcer avec la vulnérabilité étudiée du territoire face aux changements climatiques.

### Le climat :

La région Île-de-France dispose d'un climat qualifié d'océanique dégradé, qui se caractérise par des écarts de température plus prononcés et des précipitations moindres par rapport au climat de la bordure océanique mais des pluies plus uniformes au cours de l'année. Le climat est assez homogène sur toute la région. Il reste néanmoins impacté par la présence d'un îlot de chaleur urbain à Paris, où les températures minimales y sont ainsi adoucies (+ 2°C en moyenne par rapport aux zones forestières).

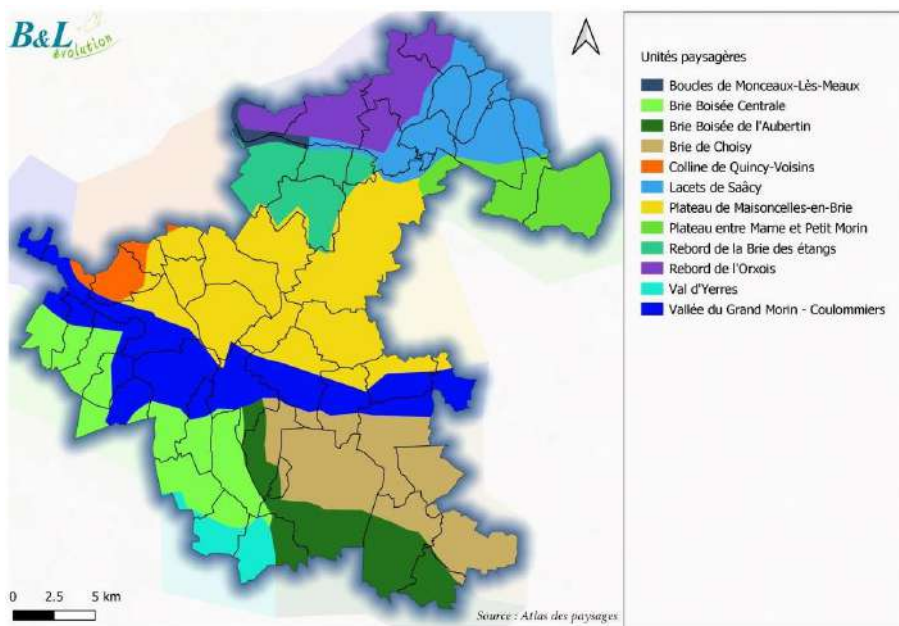
### Les paysages :

Les grands types paysagers que l'on retrouve sur le territoire de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie sont :

- les plateaux cultivés ;
- les vallées ;
- les plateaux boisés ;
- et quelques espaces correspondant à des rebords de plateau.

Parmi ces grandes structures paysagères se démarquent des caractéristiques communes regroupées en unités paysagères. Le territoire comprend 12 unités paysagères identifiées dans l'atlas.

## Carte des entités paysagères



### Les principales vulnérabilités des unités paysagères :

- la consommation d'espace par l'urbanisation ;
- le manque de structures paysagères cohérentes au sein des unités et la fragilité du paysage ;
- la disparition de milieux à très forts potentiels écologiques (mares, forêts) ;
- le cloisonnement de certains milieux notamment par la présence d'infrastructures routières telles que des autoroutes.

### Il sera donc nécessaire de :

- Limiter la consommation d'espace sur les zones agricoles (développement du pôle de Marne-la-Vallée par exemple) ;
- Limiter l'urbanisation linéaire ;
- Valoriser et révéler le potentiel des milieux naturels présents le long des vallées.

Source : Atlas des paysages de Seine-et-Marne

### Atouts

- Une grande diversité d'unités paysagères avec de forts caractères
- Une forte richesse du réseau hydrographique aussi bien en termes d'écologie que paysager
- Un climat doux avec des précipitations régulières toute l'année en équilibre pour la recharge des nappes et des eaux d'écoulements
- Une assez bonne connaissance des évolutions climatiques à venir pour la Seine-et-Marne

### Faiblesses

- Une différence saisonnière des débits du réseau hydrographique (variabilité été/hiver) pouvant entraîner des problématiques (crues/sécheresses) avec la progression du changement climatique
- Des paysages à enjeux, notamment urbanistiques
- Des évolutions attendues pas toujours favorables aux qualités paysagères

### Opportunités

- Des tendances d'évolution et des pressions paysagères connues donnant l'occasion d'anticiper les effets néfastes
- Préserver les forêts et les vues dégagées
- Une identité rurale agricole ancrée dans le paysage, pouvant être moteur du développement et du dynamisme local
- Une diversité d'unités paysagères à valoriser

### Menaces

- Des unités paysagères qui se dégradent par la progression des zones d'activités et de l'urbanisation
- Des éléments du paysage enclavés ou déconnectés par la progression de l'urbanisation ou par un manque de structure du territoire
- Un manque de structuration de certaines unités paysagères pouvant accroître leur fragilité dans un contexte de changement climatique
- Un accroissement des extrêmes climatiques

### Enjeux pour le PCAET

- Avoir une attention particulière sur la consommation d'espace
- Conserver la diversité paysagère et les zones humides
- Avoir une attention sur le contexte physique particulier du territoire (réseau hydrographique, géologie, reliefs, climat) et anticiper la vulnérabilité future du territoire face aux pressions sur les différents paramètres physiques
- Maîtriser l'évolution des espaces au point de contact avec l'urbanisation afin de conserver l'identité des communes
- Garder à l'esprit la connaissance disponible sur l'avenir du climat sur ce territoire afin de guider les orientations

## 2. Le contexte naturel

### État général et menace sur la biodiversité :

L'Agence Régionale de la Biodiversité réalise chaque année un panorama de la biodiversité francilienne. Ainsi, « *malgré une augmentation des espaces de nature depuis un siècle en Île-de-France, ceux-ci ont perdu de leur diversité* ». Le drainage des marais, tourbières et autres zones humides, les mutations du secteur agricole (régression du pâturage, usage de fertilisants et pesticides, disparition du réseau de haies), le développement urbain et les infrastructures de transport associées, sont autant de facteurs ayant mené à une simplification importante du paysage et à une forte fragmentation des espaces agricoles et naturels restant.

De même, depuis 1930, la disparition de 96 plantes initialement présentes dans la Région s'est accompagnée de l'arrivée de 78 nouvelles espèces. Tandis que les premières sont dépendantes de ces milieux naturels en régression (pelouses sèches, landes rases, marais et prairies humides), les secondes sont beaucoup plus généralistes, issues du sud de l'Europe à la faveur du réchauffement climatique et d'Amérique du Nord.

Ce patrimoine naturel reste fragile et il évolue sous l'effet des phénomènes naturels et des actions de l'Homme. Si certaines populations augmentent et que d'autres diminuent, globalement, la biodiversité régresse à l'échelle régionale. Il y a plusieurs causes à ces changements :

- La fragmentation et la destruction des habitats par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires ;
- L'évolution des pratiques agricoles et forestières, et notamment l'utilisation de produits phytosanitaires qui sont susceptibles de contaminer l'environnement (air, eau, sol) ;
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires ;
- La banalisation des cours d'eau, due aux actions humaines, s'accompagnant d'une déconnexion avec leurs annexes hydrauliques.

À ces phénomènes locaux s'ajoutent trois types de pressions plus générales sur la biodiversité :

- La pression directe sur les espèces résultant de la destruction directe d'individus, ou du dérangement d'espèces sensibles ;
- La propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- Le réchauffement climatique, qui se traduit par la modification de l'aire de

répartition des espèces.

### Le réseau écologiques sur le territoire :

L'étude des cohérences écologiques du territoire est issue de l'analyse du SRCE Île-de-France. Le territoire de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie est divisé en trois parties se succédant du nord-est vers le sud-ouest :

- La partie nord-est est très diversifiée. Elle concentre une grande partie des réservoirs de biodiversité que comporte le territoire. On remarque certains éléments fragmentant sur la partie nord-est concernant principalement la sous-trame bleue et la sous-trame calcaire. L'urbanisation est également menaçante pour les sous-trames calcaires et arborées. Malgré tout, cette partie reste la plus riche du territoire marquée par une interconnexion significative entre les différentes sous-trames.
- La partie centrale est caractérisée par une quasi-absence d'éléments fragmentant mais également une absence d'interconnexion entre les différentes sous-trames. Constituée quasi-exclusivement de corridors de la sous-trame arborée, avec quelques corridors de sous-trame herbacée et tracés selon une organisation d'est en ouest, seulement un corridor permet l'interaction nord-sud. Aucun réservoir de biodiversité n'est présent sur cette partie.
- La partie sud-ouest, quant à elle, est majoritairement dominée par la sous-trame herbacée. La sous-trame bleue est par ailleurs bien présente et n'est pas épargnée par les éléments fragmentants. Les éléments fragmentants d'urbanisation sont les secondes menaces pour cette partie notamment pour les corridors de sous-trame herbacée.

### Les enjeux :

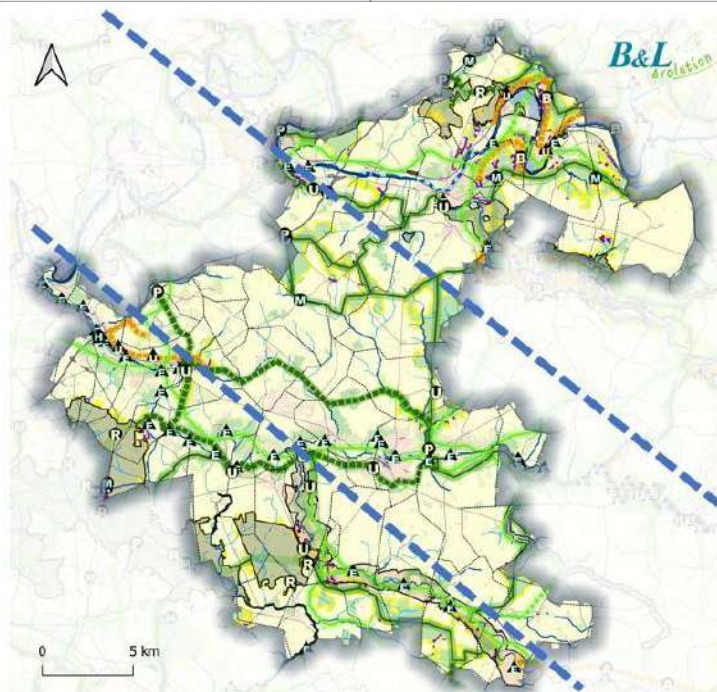
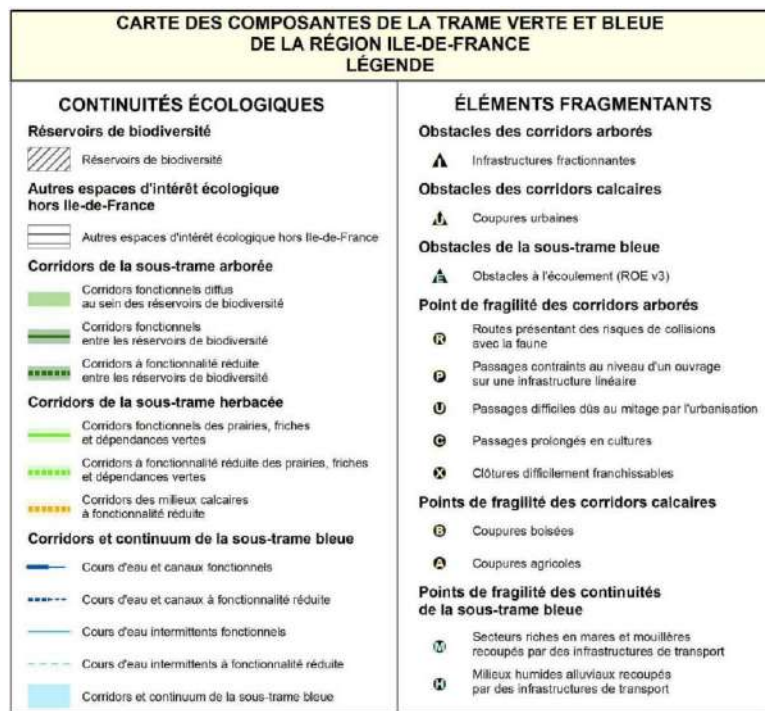
Plusieurs enjeux ressortent de cet état des lieux. On observe une distribution hétérogène de la présence des corridors et des réservoirs de biodiversité sur le territoire, avec la partie centrale peu riche et peu diversifiée.

Une attention particulière est à porter sur les corridors de la sous-trame arborée et de la sous-trame bleue. Les éléments fragmentant des corridors de la sous-trame bleue représentent les axes de travail majeur de restauration. En termes de conservation, les points de fragilité des corridors arborés sont à prioriser.

Une attention particulière doit également être apportée aux espaces de concentration de mares et de mouillères, de zones humides, de réservoirs de biodiversité, de mosaïques agricoles et de lisières agricoles.

Source : SRCE Île-de-France





Source : SRCE Île-de-France

### Les zones en faveur de la biodiversité :

Le territoire présente de nombreux habitats : rivières, marais, prairies humides, landes sèches. Ces milieux sont le support d'une biodiversité spécifique qui s'y abrite, s'y nourrit et s'y reproduit. De nombreuses espèces protégées trouvent ainsi refuge sur le territoire.

Pour suivre cette biodiversité, des zonages d'inventaires ont été définis par l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel). Le territoire compte ainsi 19 Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Pour une bonne gestion de ce patrimoine naturel, des « Espaces Naturels Sensibles » ont également été définis, par le Conseil départemental cette fois. Par acquisition foncière ou partenariat avec les propriétaires, ces espaces sont gérés par le département ou des organismes délégués. Le territoire possède 19 espaces de ce type, qui peuvent également être supports de sensibilisation du public via diverses animations (3 des ENS sont ouverts au public).

On retrouve également un projet de Parc Naturel Régional (PNR) sur une partie du territoire de la CA. Il s'agit du PNR "Brie et Deux Morin" qui est un projet engagé depuis juin 2007 par une délibération du Conseil Régional d'Île-de-France suite à la rédaction d'un premier projet de charte en 2011.

Enfin, le territoire compte aussi deux Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et une Zone de Protection Spéciale (ZPS). Ces zones, issues du réseau « Natura 2000 », ont été créées en application des directives européennes directive « Habitats » et directive « Oiseaux ». Les premières visent la protection d'habitats remarquables, reconnus pour leur biodiversité exceptionnelle, et d'espèces remarquables. Les secondes visent la protection d'espaces naturels reconnus pour leur grande utilité au regard de l'avifaune.

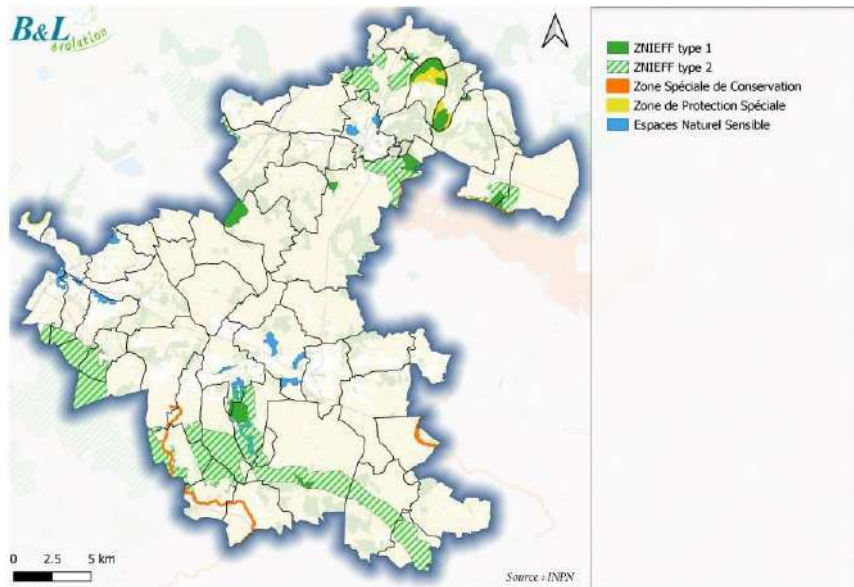
### Patrimoine naturel et architectural :

Sur le territoire de la CA Coulommiers Pays de Brie, on distingue des sites classés et des sites inscrits. Les sites classés sont le Château de Montanglaust et la Vallée du Grand Morin. Quant aux sites inscrits, il s'agit de parcelles discontinues au cœur du site classé de la Vallée du Grand Morin. Ce dernier a une superficie importante présente entièrement au sein du périmètre de la CACPB.

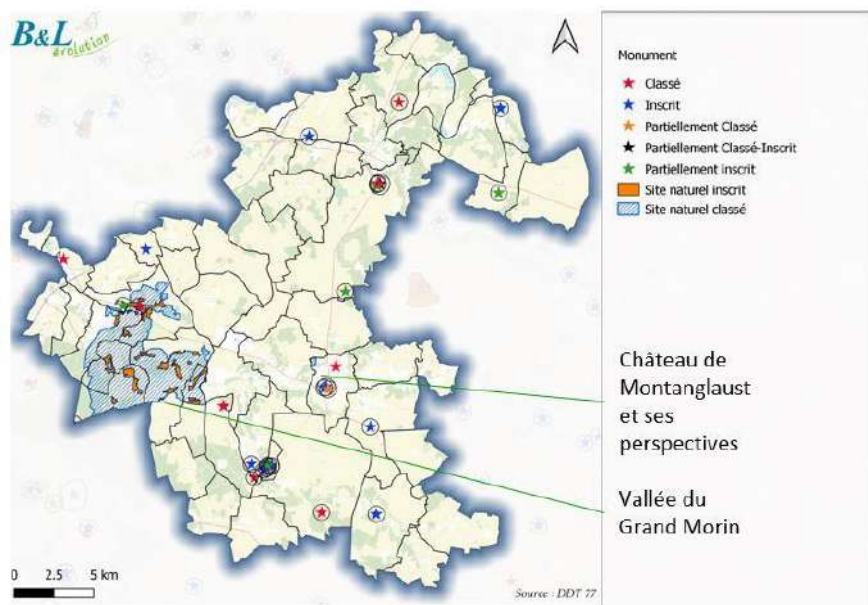
On retrouve également 8 monuments classés, 7 monuments inscrits et 13 monuments partiellement classés ou inscrits.



## Carte des zones en faveur de la biodiversité



## Cartes des éléments patrimoniaux et architecturaux



Source :

## Atouts

- Le territoire possède une très forte richesse écologique qui est valorisée par des zones humides, des forêts et une large diversité d'habitats.
- Le territoire dispose d'un réseau de cohérence écologique plutôt présent sur l'ensemble du territoire.
- Des espaces protégés et/ou d'inventaires viennent ponctuer et encadrer la sauvegarde de cette richesse.
- Une forte richesse patrimoniale paysagère et naturelle
- Un grand nombre de sites classés et inscrits valorisant l'identité du territoire
- Un attrait touristique intéressant

## Faiblesses

- Manque de connectivité entre les différents corridors et les différentes vallées du territoire.
- Comme ailleurs, la biodiversité à l'échelle du département connaît de grandes difficultés et de nombreuses pressions.
- Le territoire dispose de quelques éléments qui peuvent poser des problèmes de fragmentation de la trame verte et bleue.
- Un manque de connaissance concernant les espèces présentes sur le territoire rend leur gestion difficile.

## Opportunités

- Le SRCE porte des objectifs concrets de protection, sauvegarde et restauration sur lesquels le PCAET pourra s'associer.
- Le futur Parc Naturel Régional de Brie et des 2 Morin pourra faire partie des acteurs avec qui la protection de la biodiversité pourra être portée.

## Menaces

- Les pressions anthropiques se font de plus en plus ressentir sur la biodiversité et les cohérences écologiques. Une menace généralisée qui reste forte sur le territoire
- Le changement climatique apparaît comme la menace principale de l'équilibre des écosystèmes.

## Enjeux pour le PCAET

- Introduire ces questions de cohérence écologique et de biodiversité au sein même du PCAET
- Ne pas aggraver le phénomène de fragmentation des habitats et des continuités écologiques
- Bien prendre en considération la trame verte et bleue et la trame noire dans les projets et les orientations
- Bien intégrer la question des zones Natura 2000 (menaces et pressions) dans le projet de PCAET et le déploiement de son plan d'actions
- Tenir compte des enjeux d'évolution et des zones réglementées pour le patrimoine

### 3. Contexte humain

Le contexte humain reprend l'ensemble des phénomènes environnementaux qui vont être en relation directe avec l'être humain (comme les risques naturels par exemple) et les enjeux environnementaux issus des activités humaines (comme la pollution des sols ou de l'eau).

#### L'occupation du sol :

Concernant la CA Coulommiers Pays de Brie, celle-ci se démarque par un paysage rural, avec de grands espaces cultivés. Il s'agit principalement de terres arables qui servent notamment pour la culture intensive qui recouvre une grande partie du périmètre. Après l'agriculture, les forêts s'imposent dans le paysage rural. Leur présence est plus forte dans le sud-ouest et le nord-est. Leur répartition est par ailleurs significativement influencée par la présence des cours d'eau. Les zones urbaines sont hétérogènes, marquées par des pôles de concentration d'activités. On distingue facilement Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre. Là aussi, leur distribution spatiale est influencée par la présence du réseau hydrographique. On remarquera que les deux pôles urbains du territoire comportent les deux zones industrielles et commerciales de l'intercommunalité visibles sur les données de Corine Land Cover. De plus, Coulommiers est également l'hôte de l'Aérodrome de Coulommiers-Voisins.

Globalement, la plus grande part du territoire (68 % soit plus des 2/3 de sa surface totale) est dédiée à l'agriculture avec une part importante des surfaces restantes dédiée aux espaces forestiers (24 % soit près d'1/4). Les surfaces en eau sont présentes mais peu représentatives.

Cette occupation du sol a tendance à évoluer et s'oriente notamment sur l'urbanisation. Les principales évolutions des milieux urbains concernent une augmentation importante des zones industrielles ou commerciales. Le tissu urbain a lui aussi évolué notamment à cause de la dynamique de population. Le territoire connaît une dynamique démographique qui a été particulièrement positive et qui a tendance à se ralentir. Cependant, cette dynamique reste positive sur le territoire, témoignant de son attractivité liée au développement d'activités économiques et de la proximité de la région parisienne.

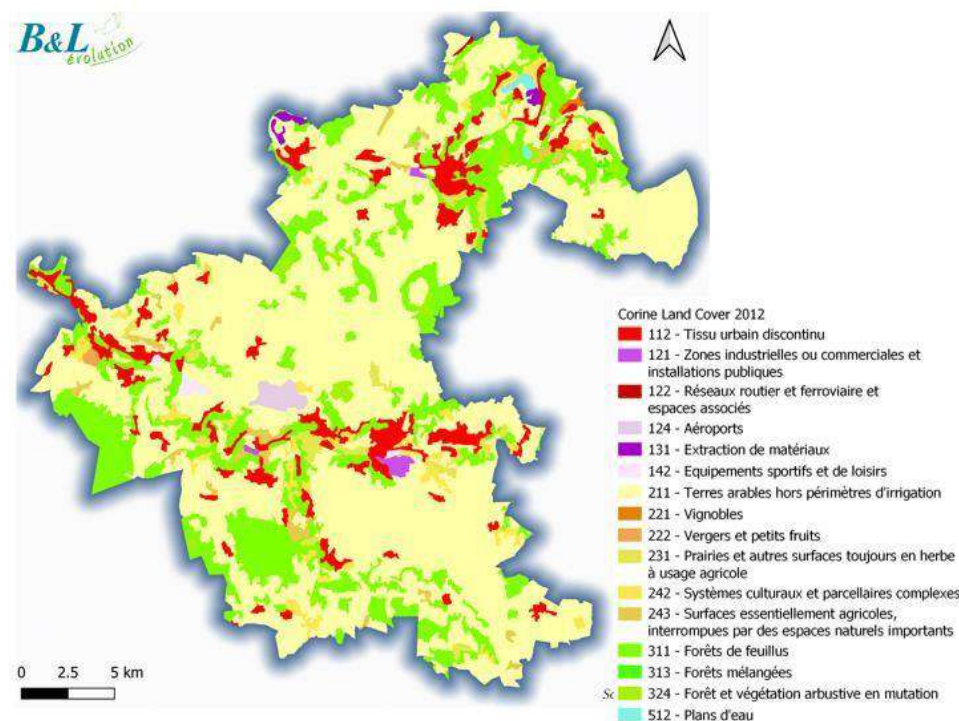
#### Agriculture et sylviculture :

L'analyse du secteur, qui montre un déclin généralisé, fait ressortir une pratique plutôt intensive avec une forte majorité des surfaces dédiées à la culture céréalière (blé tendre et maïs). La taille des parcelles est importante et 99 % des terres sont des terres labourables. Alors que le fromage Brie de Meaux a bénéficié d'une appellation d'origine contrôlée en 1980, le Brie de Coulommiers n'a pas encore obtenu cette labellisation, malgré les nombreuses revendications de la part des habitants et la démarche engagée par les producteurs.

Source : Corine Land Cover/PLH

La forêt prend une place importante sur le territoire, avec 24 % d'occupation des sols. La plupart de ces espaces sont privés. Cependant, un certain nombre est domanial. La forêt domaniale de Malvoisine est la plus vaste avec une superficie d'environ 9.8 km<sup>2</sup>.

#### Carte d'occupation des sols



#### La ressource en eau :

La ressource en eau est particulièrement bien encadrée sur le territoire, avec la présence du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Seine-Normandie qui fixe le cadre général de protection de la ressource et les objectifs pour atteindre une bonne qualité. On retrouve aussi deux SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) qui ont pour but d'appliquer, à l'échelle du bassin-versant, les différents objectifs du SDAGE et d'assurer une bonne gouvernance autour de la question de l'eau sur l'ensemble de son périmètre. L'intégralité du territoire est couverte par le SAGE des « Deux Morin » et le SAGE « Yerres ».

Concernant les cours d'eau, on retrouve sur le territoire 4 cours d'eau principaux : la Marne, le Grand Morin, le Petit Morin et l'Aubetin.



Globalement, les paramètres écologiques et physico-chimiques sont bons à moyens. Les paramètres déclassants proviennent essentiellement de la présence de polluants phosphatés ou de nitrates provenant des activités agricoles. Pour la qualité chimique, l'état des eaux de surface du territoire est alarmant. L'utilisation de pesticides dans l'agriculture, particulièrement deux d'entre eux, le métazachlore et le diflufenicanil, herbicides en grandes cultures, contribuent au déclassement de nombreux cours d'eau. Le bassin versant du Grand Morin est celui qui contient le cumul le plus important de pesticides. En effet, celui-ci est supérieur à 5 µg/L (*seuil autorisant un traitement de potabilisation de l'eau*).

De plus, les HAP sont présents systématiquement sur les cours d'eau du département et ne sont pas pris en compte dans leur intégralité pour la constitution de l'évaluation de l'état chimique des cours d'eau. Le niveau de contamination est donc significatif et diffus et pourrait s'aggraver avec la hausse des températures (accélérant les cycles des éléments chimiques notamment).

Le territoire se situe sur une seule masse d'eau souterraine. Il s'agit de la masse d'eau Tertiaire-Champigny-en-Brie et Soissonnais. Cette masse d'eau présente un bon état quantitatif mais, en revanche, un état chimique mauvais. Cet état chimique est remis en cause par la présence de pressions agricoles majoritairement, se manifestant par des pollutions dues aux pesticides, solvants halogénés et pollutions par l'azote. Le principal vecteur source des polluants dus aux pesticides vers la nappe est le Grand Morin.

L'eau potable est de bonne qualité sur le territoire. L'ensemble des prélèvements faits par l'ARS montre une bonne qualité de l'eau à l'exception des communes de Boissy-le-Châtel, Coulommiers, Chaufray et Mouroux où la qualité est insuffisante à cause d'un excès de fluor. La création d'une usine de traitement d'eau (UTEP) doit venir améliorer ces résultats.

Enfin, pour l'assainissement, le territoire compte 32 stations d'épuration. Parmi les stations d'épuration, 4 connaissent des difficultés de conformité en performance.

#### **La gestion des risques et des nuisances :**

La question des risques naturels est un enjeu important pour le territoire. On retrouve notamment une exposition des communes à la question des inondations : 4 Plans de Prévention du Risque Inondation sont présents sur le territoire.

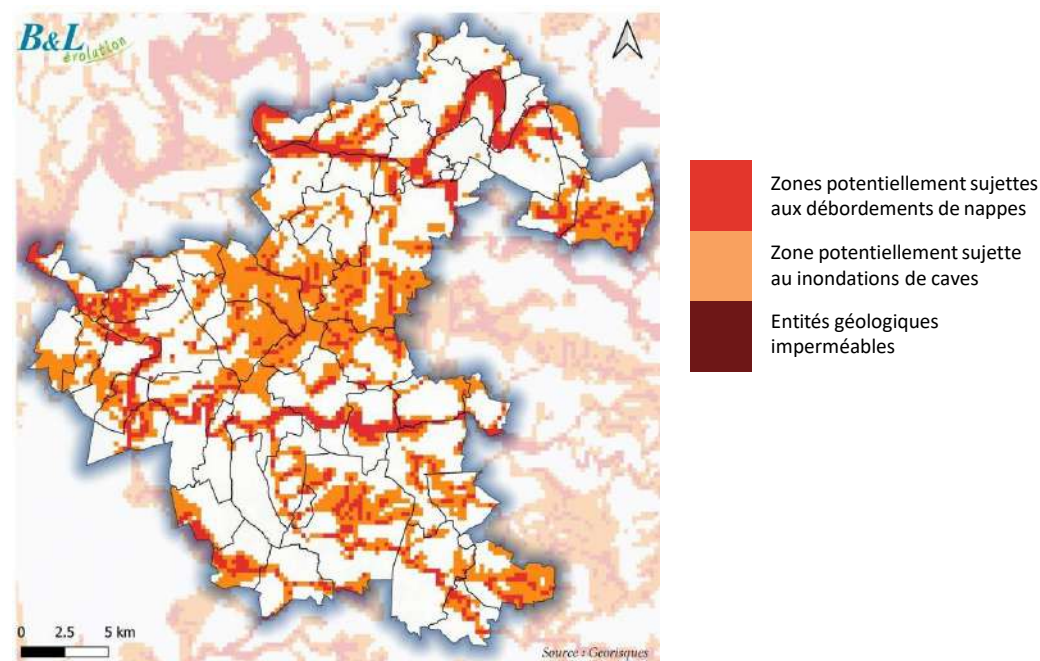
Le risque d'inondation par remontée de nappe est également très présent sur le territoire, essentiellement dans les vallées des différents cours d'eau.

Les mouvements de terrains sont aussi présents mais plus diffus. Ils ne font pas l'objet d'un encadrement par des PPR approuvés mais des PPR prescrits sont présents sur le territoire. On retrouve également des mouvements de terrain localisés notamment liés à l'érosion de berges.

Sources : Corin Land Cover/PLH/ SDAGE Seine-Normandie, SAGE

Le territoire est aussi exposé au phénomène de retraits et gonflements des argiles, provoquant des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Les aléas forts sont principalement situés sur les coteaux des vallées, particulièrement dans la partie sud.

#### **Carte des remontées de nappes**



Des risques et nuisances dus aux activités humaines affectent également le territoire :

- 40 installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sur le territoire dont une usine identifiée SEVESO présente sur une commune limitrophe ;
- Risque lié au Transport de Matières Dangereuses : des communes traversées par des canalisations de transport de gaz ainsi que des axes routiers et ferrés ;
- 8 établissements inscrits au registre des établissements pollueurs ;
- 7 sites avec pollution notoire (BASOLS) et près de 200 potentiellement pollués (BASIAS).

- Trois nationales et une autoroute touchées par le bruit, notamment l'A4, la N36 et la N3, identifiées en catégories 1 et 2, impliquant 300 à 250 mètres de part et d'autres de l'infrastructure qui est touchée par des nuisances sonores.
- Une forte pollution lumineuse en provenance de Paris et des villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre, qui sont aussi directement sources de pollution lumineuse sur le territoire.

### La gestion des déchets :

Couvrant l'ensemble du territoire francilien, le PRPGD place la prévention au cœur du système de valeurs en favorisant l'amélioration continue du recyclage et de la valorisation des déchets. C'est un document de planification stratégique porté et animé par la Région.

Le PRPGD se substitue au Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD), Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) et Plan régional d'élimination des Dasri (PREDAS).

La compétence « collecte et traitement des déchets » est exercée par COVALTRI 77 (anciennement le SMICTOM de Coulommiers) pour l'ensemble des 54 communes de l'agglomération. Ce syndicat met en œuvre différents modes de collecte selon les zones de résidence.

Les chiffres concernant la production de déchets tendent à montrer une diminution de la production sur tout le territoire. Le taux de diminution le plus fort est celui des déchets verts avec une baisse de 17 % entre 2017 et 2018 suivi des encombrants avec une baisse de 10 % sur la même période. Les collectes sélectives diminuent de 6 % et les ordures ménagères deux fois moins. La production des déchets en verre est de + 3 %. C'est le seul déchet qui augmente entre 2017 et 2018 par habitant.

COVALTRI77 est adhérent du SMITOM Nord 77 pour le traitement des déchets. Le SMITOM établit la liste des déchets acceptés dans son centre de traitement et un processus de traitement afin de valoriser les déchets au maximum.

Aujourd'hui, le SMICTOM possède :

- Un centre intégré de traitement (C.I.T) situé à Monthyon, constitué d'une usine d'incinération, d'un centre de tri et d'une plateforme de compostage,
- Un réseau de 10 déchèteries, qui a inclus, pendant une période donnée, une déchèterie éphémère située à Jouarre,
- 4 stations de transit.

Coulommiers accueille la station de transit ainsi qu'une déchèterie accessible à tous les administrés.

Source : rapport d'activité COVALTRI77 (2018)

### Atouts

- Une gestion des déchets efficace
- Des risques bien encadrés par des documents de prévention
- Des objectifs du SDAGE déjà atteints
- Une connaissance assez bonne des caractéristiques des qualités des eaux souterraines et de surface

### Faiblesses

- Le territoire est sujet à plusieurs risques naturels et technologiques
- Des nuisances et pollutions identifiées sur le territoire ainsi que des sites BASOL et inscrits au registre IREP sont présents sur le territoire
- Plusieurs sites classés pour la protection de l'environnement sont présents sur le territoire.
- Des cours d'eau en mauvais état (chimique en particulier)

### Opportunités

- Un SDAGE et deux SAGE apportant des objectifs valables pour limiter les risques de crues et garantir la qualité des eaux de surface
- Un bon suivi des eaux souterraines et de la qualité de l'eau
- Des nouvelles opportunités à exploiter en agriculture

### Menaces

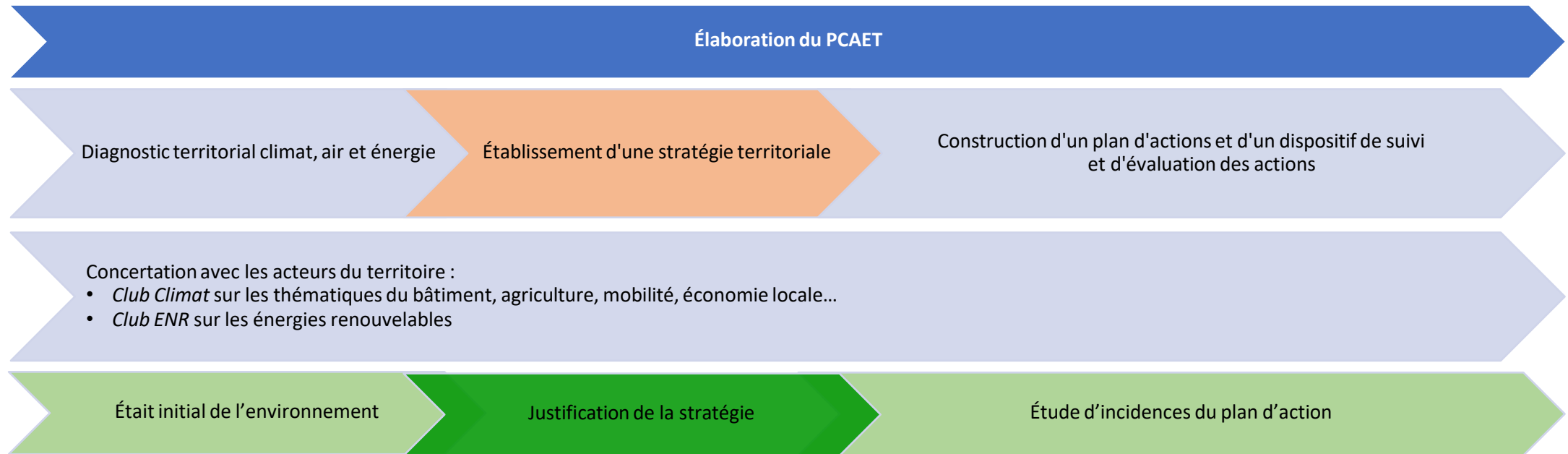
- Zones classées en forte sensibilité à certains risques comme l'inondation et l'incendie qui pourront se développer avec le changement climatique
- Une dynamique d'urbanisation fortement marquée qui menace les paysages, les activités agricoles et les paramètres écologiques
- Des nuisances sonores déjà bien présentes qui pourront progresser avec la mise en place des actions du PCAET (nuisances sonores liées aux chantiers par exemple)

### Enjeux pour le PCAET

- Être extrêmement attentif à la disponibilité en eau
- Avoir une attention particulière sur la dynamique urbaine afin qu'elle ne soit pas invalidante pour l'agriculture et les espaces naturels
- Bien tenir compte des nuisances sonores dans la définition du PCAET
- Avoir une attention particulière sur la pollution des sols et des cours d'eau
- Maintenir et promouvoir la dynamique de valorisation des déchets tout en anticipant leur possible augmentation avec les actions de travaux



# 5. Scénarios et justification des choix retenus



## Méthodologie

Avec le diagnostic du territoire, différents enjeux Air-Énergie-Climat sont identifiés par les acteurs du PCAET. En parallèle, l'état initial de l'environnement permet de révéler les enjeux environnementaux du territoire.

La stratégie s'est construite à partir d'un travail de concertation avec les acteurs du territoire. Dans un premier temps, un comité de suivi citoyen a été mis en place. Il se compose du comité de pilotage (COPIL) et de l'ensemble des personnes intéressées pour participer à une construction commune du PCAET. Un atelier avec ce comité de suivi citoyen a donné lieu à l'identification des enjeux du territoire et a permis de fixer les grands objectifs stratégiques que devra prendre le territoire.

La définition de la stratégie s'est vue renforcée par un ensemble d'ateliers de concertation. Cette étape a permis de prioriser une dizaine d'actions majeures qui vont servir pour la stratégie et pour le plan d'action.

Il s'agit d'un travail itératif entre les débats et discussions autour des objectifs à se fixer et le respect des exigences réglementaires.

L'ensemble de la construction du PCAET s'est appuyé sur la réglementation nationale et la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV). En 2017, le gouvernement a présenté le Plan Climat de la France pour **atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050**. Pour y parvenir, le mix énergétique sera profondément décarboné à l'horizon 2040 avec l'objectif de mettre fin aux énergies fossiles d'ici 2040, tout en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et en réduisant drastiquement les consommations.

## Respect des orientations des documents cadres :

Le PCAET doit prendre en compte / être compatible avec les différents documents cadres (SCoT, PPA, SRCAE... etc.).

Les objectifs nationaux à l'horizon 2030 sont inscrits dans la LTECV et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) :

- **Réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990,**
- **Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012,**
- **32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.**

#### La Stratégie Nationale Bas Carbone :

La SNBC fournit également des recommandations sectorielles permettant à tous les acteurs d'y voir plus clair sur les efforts collectifs à mener. Les objectifs par rapport à 2015, à l'horizon du quatrième budget carbone (2029-2033), sont :

- **Transport : - 31 %** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Bâtiment : - 53 %** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Agriculture : - 20 %** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Industrie : - 35 %** des émissions de gaz à effet de serre (- 81 % à horizon 2050),
- **Production d'énergie : - 36 %** des émissions de gaz à effet de serre (- 61 % des émissions par rapport à 1990),
- **Déchets : - 38 %** des émissions de gaz à effet de serre (- 66 % à horizon 2050).

#### Le Schéma Régional du Climat, Air, Énergie Île-de-France :

Le SRCAE fixe des objectifs pour 2020 et 2050 en atteignant notamment un scénario facteur 4, ce qui requiert impérativement une très forte réévaluation à la hausse des niveaux d'ambition actuels dans tous les secteurs

- Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie ;
- Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux ;
- Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération ;
- L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique.

### *Construction de la stratégie :*

Un temps important de co-construction a permis de construire une vision partagée, permettant de débattre, d'échanger, de se positionner et de converger vers une stratégie commune. Si la scénarisation stratégique a permis de construire, de proche en proche, une vision théorique, qui tient compte des enjeux techniques et des objectifs réglementaires, la concertation permet d'aboutir à un scénario final irrigué par une volonté politique et l'ambition partagée par les élus.

Pour faciliter l'animation de cette co-construction, les scénarios proposés aux débats répondent de manière parlante et objective aux enjeux du territoire actuels et futurs et à la scénarisation stratégique. Ces scénarios ont été construits pour faciliter la concertation et mobiliser le territoire. Ils sont issus des trois scénarios structurants (tendanciel, réglementaire, « potentiel max »). Ils sont présentés avec une graduation croissante d'ambition et sont construits pour le long terme (2050). Calqués sur les enjeux, ces scénarios ont été donc contrastés de la manière suivante :

- Un scénario continuité : avec une ambition faible, permettant tout juste de répondre aux exigences réglementaires et en amenant une première impulsion dans la mise en œuvre d'actions pour réduire les émissions de GES, maîtriser les consommations d'énergie ;
- Un scénario de transition : une ambition plus importante et qui implique des engagements plus ambitieux pour aller vers une trajectoire durable ;
- Scénario pionnier : une ambition forte qui implique des changements de comportements majeurs sur le territoire.

Pour chaque thématique, 3 à 5 mesures sont produites par scénario. Ces scénarios ont été proposés au débat en petits groupes, avec une question commune : « Quelle vision pour notre territoire à long terme pour guider la transition énergétique et l'action climatique ? ».

La tension entre les scénarios a amené le territoire à se projeter puis s'engager sur des possibilités plus ou moins élevées. L'exercice démontre une ambition s'orientant plutôt dans une démarche de transition à pionnière. On notera que l'ambition n'est pas la même selon les thématiques.

La CACPB se montre ainsi plus ambitieuse sur les sujets de la préservation des espaces et ressources naturelles ainsi que sur l'exemplarité des collectivités. Pour les autres axes, elle s'inscrit essentiellement dans une démarche de transition, à l'exception de la thématique habitat et urbanisme qui trouve consensus entre continuité et transition. Ce travail montre une ambition particulièrement élevée pour le PCAET de la CACPB.

	Continuité	Transition	Pionnier
1. Habitat et urbanisme		✓	
2. Agriculture et alimentation		✓	
3. Mobilité		✓	
4. Economie locale, tourisme et déchets		✓	
5. Production d'énergie renouvelables		✓	
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau)			✓
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes)			✓
8. Culture commune et mobilisation des acteurs		✓	

## Objectifs de la stratégie retenue

Le territoire de l'agglomération Coulommiers Pays de Brie a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

Ainsi, la vision de la Communauté d'agglomération se décline en 5 grands principes :

- **Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique :**
  - Baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 par rapport à 2015
  - Augmenter la séquestration carbone pour atteindre l'équivalent de 36 % des émissions de GES en 2030 (actuellement 19 %)
- **S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique**
- **Réduire les consommations d'énergie :**
  - Baisse des consommations d'énergie de 28 % d'ici 2030
- **Améliorer la qualité de l'air**
- **Produire des énergies renouvelables**
  - La production d'énergies renouvelables atteint 30 % de la consommation d'énergie en 2030 (actuellement 5 %).

Et cela parmi **8 axes thématiques** qui ont été travaillés :

1. Habitat et urbanisme
2. Agriculture et alimentation
3. Mobilité
4. Économie locale, tourisme et déchets
5. Production d'énergies renouvelables
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau)
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes)
8. Culture commune et mobilisation des acteurs.

C'est le positionnement du territoire sur chacune des 8 thématiques et le respect des objectifs déclinés par thématiques qui permettent d'atteindre les objectifs globaux.

Vue d'ensemble sur les scénarios qui ont permis la construction de la stratégie :

### Consommations d'énergie finale

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max
		2030	2050	2030	2050	
Résidentiel	836 GWh	8%	19%	-20%	-44%	-59%
Tertiaire	161 GWh	13%	32%	-29%	-51%	-40%
Transports	482 GWh	8%	19%	-40%	-50%	-87%
Industrie	64 GWh	-7%	-16%	-21%	-47%	-53%
Agriculture	47 GWh	3%	7%	-5%	-55%	-32%
<b>Total</b>	<b>1 590 GWh</b>	<b>8%</b>	<b>19%</b>	<b>-27%</b>	<b>-47%</b>	<b>-64%</b>

### Émissions de GES

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max
		2030	2050	2030	2050	
Résidentiel	104 700 tCO2e	8%	19%	-40%	-93%	-99%
Tertiaire	16 600 tCO2e	8%	19%	-40%	-94%	-97%
Transports	162 800 tCO2e	6%	15%	-42%	-97%	-98%
Industrie	15 000 tCO2e	-26%	-51%	-28%	-65%	-81%
Agriculture	56 600 tCO2e	-6%	-13%	-19%	-44%	-58%
<b>Total</b>	<b>355 700 tCO2e</b>	<b>3%</b>	<b>9%</b>	<b>-37%</b>	<b>-86%</b>	<b>-91%</b>

Grâce à ce travail d'analyse des scénarios ainsi qu'à la concertation réalisée auprès des acteurs du territoire, une trajectoire pour les consommations d'énergies et la production d'ENR et les émissions de GES a été retenue :

	Scénario retenu
Consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030	- 28 % Soit 1 146 GWh
Émissions de GES entre 2015 et 2030	- 40 % Soit 212 447 tCO2e
Production d'EnR	344 GWh Soit 30 % de la consommation

Les scénarios sont établis à partir d'une croissance de population constante de + 0,5 %/an (hypothèses issues des objectifs à 20 ans du SCOT).

### Les incidences de la stratégie sur l'environnement

La stratégie apportera aussi des bénéfices importants sur l'ensemble des thématiques environnementales, notamment en améliorant parallèlement les conditions naturelles. Elle entraînera aussi des incidences potentiellement négatives sur lesquelles il s'agira d'être particulièrement vigilant. Les principales incidences par secteurs sont les suivantes :

Thématiques	Incidences positives	Incidences négatives
Bâtiments et habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de l'air</li> <li>Pression sur les ressources/pressions foncières</li> <li>Biodiversité</li> <li>Paysages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hausse des déchets</li> <li>Nuisances sonores</li> <li>Biodiversité</li> </ul>
Mobilité et déplacements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de l'air</li> <li>Nuisances sonores</li> <li>Biodiversité</li> <li>Ressources et matières premières</li> <li>Paysages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Paysages</li> <li>Biodiversité</li> <li>Consommation d'espace</li> <li>Risques</li> </ul>
Économie, agriculture et consommation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Biodiversité</li> <li>Secteur agricole</li> <li>Pollution (sols et eau)</li> <li>Séquestration carbone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nuisances sonores</li> <li>Déchets</li> <li>Paysages</li> <li>Biodiversité</li> </ul>
Nouvelles énergies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de l'air</li> <li>Déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Paysages</li> <li>Milieus naturels</li> <li>Nuisances et pollutions</li> <li>Ressources</li> <li>Qualité de l'air</li> </ul>



Pour chaque incidence négative, une première mise en garde a été intégrée au sein de l'évaluation environnementale de la stratégie. Le travail suivant est la mise en place du plan d'actions pour répondre à cette stratégie. Au cours de sa création, l'ensemble des mises en garde produites a été pris en compte pour s'assurer que les actions disposent d'une incidence négative la plus faible possible. Pour les actions qui ont une incidence encore présente, malgré les préconisations issues de la stratégie, un travail plus poussé va compléter le plan d'actions avec la proposition de mesures d'évitement-réduction-compensation.

## *Respect des documents cadres*

La construction de la stratégie a interrogé l'ensemble des documents à portée réglementaire nationale et régionale tout au long de sa construction.

Elle s'est appuyée sur le SRCAE Île-de-France en ce qui concerne la maîtrise des consommations d'énergie ainsi que la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et la Stratégie Nationale Bas Carbone qui en découle pour les émissions de GES.

Le plan d'actions pour mettre cette stratégie en place décline, dans tous les secteurs d'activités, chacune des ambitions poursuivies : réduction des émissions de GES, développement des énergies renouvelables et maîtrise de la consommation énergétique. La stratégie s'appuie aussi, de manière plus transverse, sur le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Par ailleurs, aucune des mesures envisagées par la stratégie n'entre en conflit avec celles des documents cadres et n'empêche pas d'autres acteurs de compléter leurs efforts. **En ce sens, le PCAET est donc compatible avec ces documents (SRCAE, LETCV, PPA).**

Le PCAET a suivi les objectifs du SRCAE pour l'énergie et de la SNBC pour les émissions de GES. Si certains objectifs ne peuvent être atteints malgré l'ambition forte, au global, la stratégie permet d'atteindre les objectifs généraux tout en se voulant réaliste. **Ainsi, le PCAET de la CACPB prend en compte le SRCAE et la SNBC.**

Le PCAET est compatible avec le PPA et le PREPA et il prend en compte le PREPA.

Le PCAET s'est appuyé directement sur le SCoT et ses objectifs, notamment dans la dynamique démographique mais aussi dans une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable ; les déplacements et transports au cœur des projets ; l'agriculture, une base économique structurante du territoire ; une économie verte ne rentrant pas en contradiction avec les autres sujets. **Le PCAET de la CACPB prend en compte le SCOT.**

Les PLU communaux abordent les thèmes de l'évaluation environnementale, de l'efficacité énergétique des bâtiments, de l'éclairage public, des constructions

bioclimatiques et « écoresponsables », de la production d'énergies renouvelables, de la diversification économique des exploitations agricoles, de la sobriété énergétique, de la réduction des besoins de déplacements. Tous ces sujets sont couverts par le plan d'actions du PCAET, qui prend donc en compte les orientations des PLU.

## *Synthèse de la stratégie*

La stratégie définie dans le cadre du PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie devra permettre d'établir une trajectoire claire et ambitieuse pour les consommations d'énergie, les émissions des gaz à effet de serre ainsi que pour la production d'énergies renouvelables et, de manière transversale, dans la structuration de la baisse des émissions de polluants. Cette trajectoire devra permettre de répondre aux exigences nationales et régionales à l'échéance 2030.

Le territoire a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

On retiendra que la stratégie de la CACPB comporte des volets dans lesquels il est particulièrement complexe d'atteindre les objectifs d'ici 2030, notamment car le territoire enregistre un certain retard (sur le résidentiel et le tertiaire). Il sera nécessaire de continuer à chercher des leviers d'actions potentiels pour s'orienter sur une trajectoire en accord avec les exigences nationales et régionales.

La stratégie va amener un grand nombre d'incidences positives pour l'environnement en améliorant la qualité de l'air, en limitant les pressions sur les ressources ou encore en réduisant les effets du changement climatique sur ce territoire sensible. Un important co-bénéfice est à attendre sur les milieux naturels et la biodiversité.

Elle pourra aussi être source de certaines incidences négatives. Des incidences qui ont été orientées au cours de la phase de stratégie afin de les éviter et de les réduire au maximum. L'objectif de ce premier regard de l'évaluation environnementale stratégique a été de conduire une stratégie qui soit la plus intéressante pour l'environnement, limitant les incidences particulièrement prévisibles, d'effectuer un premier signalement sur les incidences importantes qui ne peuvent être limitées et de développer au maximum les co-bénéfices.

La traduction de cette stratégie en plan d'actions devra permettre de concrétiser par des actions précises cette ambition. Le travail de l'EES viendra s'appuyer lui-aussi de manière plus concrète sur la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation pour garantir la prise en compte de l'environnement dans le PCAET de l'agglomération Coulommiers Pays de Brie.

# 6. Étude des incidences du plan d'actions

## *Méthodologie*

Le plan d'actions s'est construit en adéquation avec les enjeux climat-air-énergie mais aussi autour d'enjeux propres au territoire pour le déploiement du PCAET, dans l'objectif de répondre à la stratégie retenue. Le programme d'actions a été élaboré en trois phases :

1. Une phase de co-construction avec des ateliers de concertation ;
2. Une analyse technique croisée « Bureau d'études-CACPB » afin d'évaluer la pertinence, l'impact et la faisabilité technique et financière des actions issues de la concertation ;
3. Une phase de construction de fiches-actions qui guideront la mise en œuvre du plan climat durant les 6 années de son application.

Le rôle de l'Évaluation Environnementale Stratégique est ici de décrire au mieux, pour chaque action, les conséquences positives ou négatives qu'elles peuvent avoir sur l'environnement et de les comparer au scénario de référence issu de l'état initial de l'environnement. En effet, si ces actions ont une finalité qui doit servir le territoire pour diminuer son empreinte carbone et ses émissions de polluants, elles peuvent cependant avoir des effets néfastes sur l'environnement direct.

Il s'agira donc ici d'identifier les conséquences de chaque action du plan et, pour celles qui auraient des conséquences négatives, de proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts environnementaux. Pour ces dernières mesures, l'EES propose également des indicateurs de suivi qui permettront aux agents de l'intercommunalité de veiller à leur mise en place.

## ***Le plan d'actions***

Le plan d'actions est constitué de 4 axes, 12 objectifs et 40 actions.

<b>AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies</b>	Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique	Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement
		Action 2 - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH
		Action 3 - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer
	Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions	Action 4 - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie
		Action 5 - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux
		Action 6 - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les nouvelles constructions et les mobiliser dans les projets intercommunaux
	Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables	Action 7 - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire
		Action 8 - Développer le solaire thermique et photovoltaïque
		Action 9 - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation
<b>AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables</b>	Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire	Action 10 - Mettre en place un Plan Local de Mobilité
		Action 11 - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions
		Action 12 - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie
	Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements	Action 13 - Développer des espaces de coworking
		Action 14 - Garantir le déploiement de la fibre optique
		Action 15 - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération
		Action 16 - Rapprocher les services des habitants
		Action 17 - Faciliter l'emploi local
	Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité	Action 18 - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces
		Action 19 - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux
		Action 20 - Promouvoir le Transport à la Demande
		Action 21 - Inciter à l'usage des modes de transport doux

<b>AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles</b>	Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité	Action 22 - Soutenir la création du PNR
		Action 23 - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation
		Action 24 - Contenir l'artificialisation des sols
		Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales
	Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau et adapter le territoire aux risques climatiques	Action 26 - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable
		Action 27 - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées
		Action 28 – Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations
	Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire	Action 29 - Structurer l'offre touristique locale
		Action 30 - Développer le tourisme fluvial
		Action 31 - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux
<b>AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable</b>	Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets	Action 32 - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages
		Action 33 - Contribuer au réemploi et au tri des déchets
		Action 34 - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets
	Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes	Action 35 - Encourager les circuits courts de proximité
		Action 36 - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales
		Action 37 - Initier aux gestes écocitoyens
		Action 38 - Valoriser les projets locaux
	Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux	Action 39 - Accompagner les entreprises vers la transition écologique
		Action 40 - Suivre et évaluer le PCAET



# Synthèse des incidences

Le PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se montre particulièrement positif pour l'environnement du territoire, notamment par rapport au scénario de référence et cela pour chaque thématique identifiée « à enjeu » au sein de l'état initial.

Il présente logiquement des incidences négatives qui s'expliquent par les besoins en nouvelles infrastructures nécessaires pour changer les pratiques actuelles, notamment sur la mobilité. On note aussi des incidences dans le développement des systèmes EnR ou dans la démocratisation et la facilitation de l'accès à la rénovation. Ces actions sont aujourd'hui indispensables pour mettre en œuvre une politique énergie/climat qui ait du sens. Il sera alors nécessaire de bien tenir compte des différentes mesures proposées et de prendre la question des incidences le plus en amont possible pour faciliter l'organisation et atténuer les effets.

Le plan d'actions retenu pour mettre en place la stratégie territoriale du PCAET est porté sur la question de la biodiversité. C'est pourquoi il est particulièrement favorable à l'environnement. En plus d'être bénéfique à la thématique sur le territoire, cela se répercute sur la question des paysages mais aussi des pollutions et nuisances, de la préservation de la ressource en eau, de la consommation d'espace et enfin de la santé des citoyens. La promotion des initiatives citoyennes et la mobilisation des acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux permet également d'avoir un PCAET ambitieux sur la thématique de l'environnement.

Incidences sur l'environnement	Scénario de référence	Mise en place du PCAET (avec suivi des mesures ERC)
Conditions physiques et ressources naturelles	-	++
Paysages	-	+
Biodiversité et trame verte et bleue	-	++
Consommation d'espace	-	-
Agriculture et sylviculture	-	+
Ressource en eau	+	++
Risques naturels	=	+
Nuisances et pollutions	-	- (temporaire)
Déchets	+	++
Santé et citoyens	-	++



# 7. Les incidences sur le réseau Natura 2000

## Principe :

Les réseaux Natura 2000 sont des outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité. Les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La liste précise de ces habitats et espèces est annexée à la directive européenne oiseaux et à la directive européenne habitats-faune-flore.

Il existe 2 types de zones Natura 2000 :

Les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** sont créées en application à la directive oiseaux et ont pour objectif d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares.

Les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** répondent à la directive habitat et sont créées pour atteindre un objectif de bonne conservation des sites écologiques (habitats et espèces faune/flore).

À noter que certaines zones peuvent être dans les deux catégories.

L'objectif de cette phase est de déterminer si le projet de PCAET peut avoir un effet significatif sur les zones Natura 2000 présentes au sein du périmètre du territoire étudié.

Les sites Natura 2000 se caractérisent, outre par leur intérêt écologique, par une réglementation particulièrement stricte, encadrée par les articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement. Un Document d'Objectifs (DOCOB) précise les orientations de gestion, mesures de conservation et de prévention, modalités de mise en œuvre ainsi que les dispositions financières en vigueur sur le site Natura 2000 concerné.

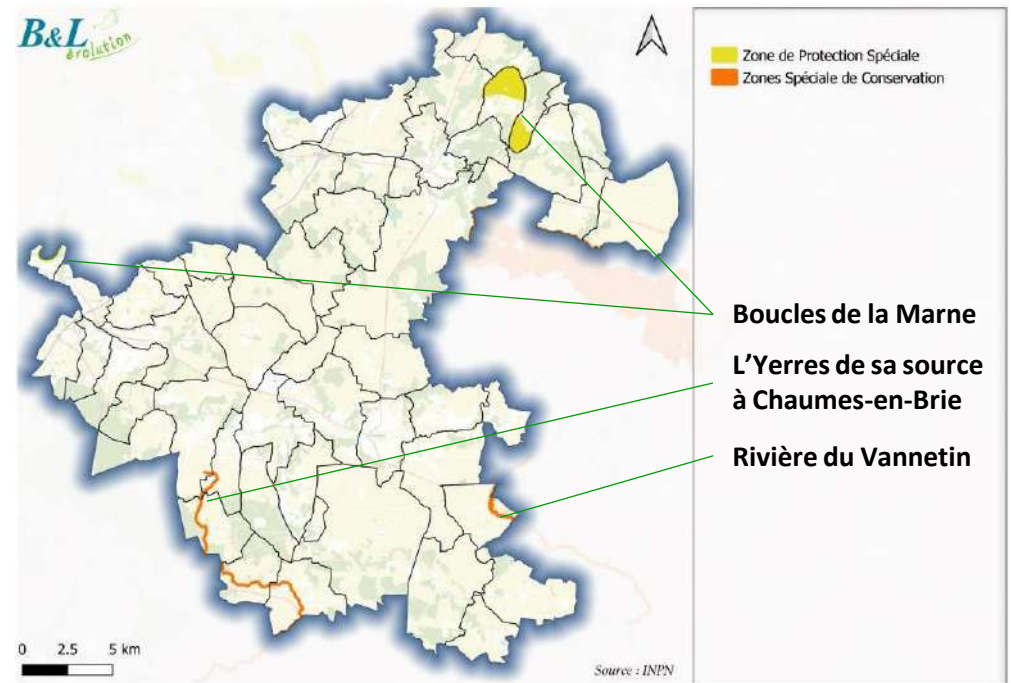
L'article L. 414-4 du Code de l'environnement précise que « *les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation, lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après "Évaluation des incidences Natura 2000"* ».

L'article R. 122-20 précise que le rapport de l'évaluation environnementale doit exposer cette évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4.

## Le réseau Natura 2000 du territoire :

Le territoire de la CACPB est concerné par plusieurs zones Natura 2000 :

- **2 Zones Spéciales de Conservation**
- **1 Zone de Protection Spéciale**



## Les incidences du PCAET sur les zones Natura 2000

Les projets de PCAET sont des plans construits en faveur de l'environnement. Dans une approche globale, la stratégie et les actions visent un objectif d'amélioration des conditions environnementales et d'un développement durable pour le territoire, ce qui implique une incidence positive majeure sur le réseau Natura 2000.

Cependant, le plan d'actions du PCAET retenu pour mettre en place la stratégie du territoire peut présenter certaines incidences négatives sur l'environnement. Il s'agit, dans la plus majeure partie des cas, d'incidences potentielles qui peuvent être déterminantes en fonction de l'emplacement et du calibrage des projets. C'est pourquoi il est difficile d'introduire à l'heure actuelle la notion d'incidences Natura 2000 et notamment d'affirmer ou d'infirmer les éventuelles pressions qui pourraient porter préjudice aux zones Natura 2000, notamment par la consommation d'espace, l'urbanisation de zones naturelles ou d'éventuelles destructions d'habitats de faune ou de flore. En fonction de leur localisation, les projets pourront porter un préjudice certain sur la zone Natura 2000. Dans le cas contraire, on peut affirmer que le PCAET n'aura aucune incidence. Il est donc nécessaire de bien accorder les projets issus du plan d'actions avec les documents d'objectifs des zones.

### Les objectifs et principe de précaution :

- **Boucles de la Marne**

Seules les questions d'urbanisation de l'espace pourraient être à l'origine d'impacts significatifs pour la zone. Il sera donc nécessaire de mettre en place les projets d'urbanisation à l'extérieur du périmètre (développement des énergies renouvelables et des infrastructures pour la mobilité douce).

Un point de vigilance est à avoir à propos du développement du tourisme fluvial. Cette activité devra suivre des recommandations strictes afin d'éviter tout impact sur la zone Natura 2000 (pollution, dérangement d'espèces...). Un guide de bonnes pratiques pourra être élaboré, donnant des conseils quant à la pratique de différentes activités (navigation, kayak...) au sein de la zone Natura 2000.

Notons que de nombreuses actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la maîtrise de l'urbanisation, la réduction des polluants atmosphériques et des nuisances sonores ou encore la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

- **La rivière du Vannetin**

Le plan d'actions n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Notons que certaines actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement

des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

- **L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie**

Le plan d'actions n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Comme pour la rivière du Vannetin, notons que certaines actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

## Conclusion sur les incidences Natura 2000

Le PCAET n'entre pas en conflit avec les objectifs des zones Natura 2000 sur le territoire. Au contraire, les actions en faveur de la biodiversité, du maintien de zones favorables (zones humides ou forestières), de la qualité de la ressource en eau se montrent particulièrement bénéfiques et compatibles avec les objectifs.

Les actions pouvant entraîner une consommation d'espaces naturels ou agricoles pourront être à l'origine d'incidences négatives sur le réseau Natura 2000 du territoire de la CACPB. Avec leurs objectifs réglementaires, les zones Natura 2000 ne sont techniquement pas urbanisables. Cependant, des projets d'aménagements et les activités humaines ne sont pas exclus dans les sites Natura 2000, sous réserve qu'ils soient compatibles avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation des sites. Une démarche d'étude d'incidences sera alors nécessaire avec, pour but, de déterminer si le projet peut avoir un impact significatif sur les habitats, les espèces végétales et les espèces animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Si tel est le cas, l'autorité décisionnaire doit s'opposer au projet (sauf projet d'intérêt public majeur). Seuls les projets qui n'ont pas d'impact significatif peuvent être autorisés.

Les projets pouvant être produits sur le territoire pourront avoir un « effet notable dommageable » sur les zones Natura 2000. Des mesures compensatoires pourront être envisagées selon les conditions suivantes :

1. Absence de solutions alternatives
2. Existence de raisons impératives d'intérêt public

Vu les types de projets, la surface des zones Natura 2000 par rapport à la surface totale du territoire et les effets que ces projets pourraient avoir, **il est fortement déconseillé de développer des projets d'urbanisation à l'intérieur du périmètre du réseau Natura 2000.**